

SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1961

SEANCE DU 18 MAI 1961

Proposition de loi instituant les « Congés Culturels » en faveur des jeunes travailleurs.

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'aspiration du monde des travailleurs à plus d'éducation et de culture n'est pas nouvelle. Dès le milieu du siècle dernier, les ouvriers qui se réunissaient le soir, après de très longues journées de travail, se heurtaient à toutes les « barrières » que la vie élevait contre leur volonté d'émancipation.

Les journées de travail étaient longues et le travail harassant. Seuls ceux qui jouissaient d'une santé robuste et d'une volonté de fer se retrouvaient certains soirs à des réunions qui étaient d'ailleurs souvent considérées comme attentatoires à l'ordre public puisqu'elles avaient lieu sous l'étiquette syndicale et que les coalitions étaient défendues.

Les salaires étaient bas et insuffisants pour permettre une alimentation raisonnable d'autant plus que les loyers étaient proportionnellement élevés.

Seuls quelques rares enfants avaient appris à lire grâce au dévouement de certains vicaires de village et de rares bourgeois animés par des sentiments altruistes.

L'école était, en fait, réservée à la bourgeoisie.

Les efforts de ces premiers ouvriers qui se mirent à réfléchir à leur place dans le monde, à leur situation « de misère imméritée » devaient nécessairement se traduire par des revendications d'ordre « matériel ». Il fallait d'abord pouvoir vivre un peu plus humainement.

Mais ce qui devait être plus pénible, si nous en croyons nos propres sentiments à une époque

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1961

VERGADERING VAN 18 MEI 1961

Voorstel van wet tot invoering van het « Cultureel Verlof » ten gunste van de jonge werknemers.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het streven van de werknemers naar meer ontwikkeling en cultuur is niet nieuw. Reeds in het midden van de vorige eeuw zagen de arbeiders, die 's avonds na een zeer lange werkdag bijeenkwamen, zich geplaatst voor de « slagbomen » van het leven tegen hun ontvoegingsdrang.

De werkdagen waren lang en de arbeid uitputtend. Alleen degenen die beschikten over een stevige gezondheid en een ijzeren wil ontmoetten elkaar sommige avonden op vergaderingen, die trouwens dikwijls omdat zij onder een syndicaal etiket plaats hadden en samenspanningen verboden waren, als in strijd met de openbare orde werden beschouwd.

De lonen waren laag en ze volstonden niet voor een behoorlijke voeding, des te meer daar de huishuur naar verhouding hoog lag.

Alleen enkele zeldzame kinderen hadden leren lezen dank zij de toewijding van sommige onderpastoors en van de zeldzame gezeten burgers, die beziel waren door altruïstische gevoelens.

De school was in feite alleen toegankelijk voor de burgerij.

De inspanningen van deze eerste arbeiders, die begonnen na te denken over hun plaats in de wereld, over hun toestand van « onverdiende ellende », moesten wel leiden tot eisen van « materiële » aard. Men diende allereerst menselijker te kunnen leven.

Indien wij onze eigen gevoelens, in een zozeer bevoorrechte periode als de huidige, als waarde-

tellement plus privilégiée, ce dont les ouvriers les plus clairvoyants de la deuxième moitié du XIX^{me} siècle devaient le plus souffrir, c'était de constater les limites de leur action généreuse, du fait de leur ignorance. Le manque d'instruction leur pesait autant que l'incompréhension dont ils étaient l'objet.

On a dit que c'était des réunions syndicales qu'était sortie l'idée d'organisations féminines qui s'occuperaient de « l'éducation des femmes » de la classe ouvrière, pour leur apprendre à mieux remplir leur rôle d'épouse, de mère, de ménagère, à mieux utiliser les maigres revenus de leurs maris.

Il est certain, en tout cas, que c'est au sein du syndicalisme qu'est née et qu'a mûri l'idée d'une organisation de la jeunesse ouvrière qui s'occuperait de l'éducation religieuse, morale, sociale et civique de la jeunesse ouvrière. La « Jeunesse Ouvrière Chrétienne » de Belgique qui a essaimé dans les cinq parties du monde, dont la jeunesse ouvrière des pays sous-développés peut apprécier les méthodes appropriées d'action, d'organisation et d'éducation, s'intitulait d'abord la « Jeunesse Syndicaliste » et a toujours été soutenue par la Confédération des Syndicats Chrétiens et le Mouvement Ouvrier Chrétien.

Si les résultats ne furent pas les mêmes, il est en tout cas certain que des préoccupations identiques peuvent être constatées dans le mouvement ouvrier socialiste.

L'évolution sociale a facilité, de beaucoup, les efforts éducatifs des mouvements ouvriers sur l'ensemble de la classe des travailleurs.

Si nous ne connaissions pas l'instruction généralisée et obligatoire jusqu'à 14 ans depuis plus de 40 ans, bien des choses seraient impossibles dans le domaine des réformes sociales et économiques.

Il n'empêche qu'on est encore très loin de l'égalité réelle des chances devant la vie. Cinq pour cent des étudiants d'université sont des fils d'ouvriers alors que les travailleurs industriels et agricoles représentent plus de 40 p. c. de la population active. C'est une indication qui ne ment pas.

L'explication de cette situation n'est pas à trouver dans le seul aspect des ressources des familles, quoique ce soit la cause principale. Il y a tout le climat culturel du milieu populaire et l'information précise des parents ouvriers et employés modestes qui expliquent cette situation. Les enfants des familles aisées font naturellement leurs humanités, anciennes ou scientifiques, tandis que les

meter nemen, moest de pijnlijkste vaststelling voor de meest vooruitziende arbeiders uit de tweede helft van de XIX^e eeuw zijn, dat hun edelmoedige werking was beperkt door hun onwetendheid. Het gebrek aan onderwijs woog even zwaar op hen als het onbegrip waarvan zij het slachtoffer waren.

Men heeft gezegd dat op de syndicale vergaderingen de gedachte is gegroeid van de vrouwenverenigingen, die zich zouden toeleggen op de « opvoeding van de vrouwen » der arbeiders, om ze te leren beter hun rol van echtgenote, moeder en huisvrouw te vervullen, en om het karig inkomen van hun echtgenoten beter te besteden.

Zeker is in ieder geval dat in het syndicalisme de gedachte ontstaan en gerijpt is van een organisatie van de arbeidersjeugd, die zich zou bezighouden met de godsdienstige, morele, sociale en burgerlijke opvoeding van de arbeidersjeugd. De thans over de vijf werelddelen verspreide « Kristelijke Arbeidersjeugd » — waarvan de arbeidersjeugd van de onderontwikkelde landen de aangepaste werkings-, organisatie- en de opvoedingsmethodes naar waarde kan schatten — heette aanvankelijk « Syndicalistische Jeugd » en genoot steeds de steun van het Algemeen Christelijk Vakverbond en van het Algemeen Christelijk Werkersverbond.

Hoewel de resultaten niet dezelfde waren, staat het in ieder geval vast dat in de socialistische arbeidersbeweging een soortgelijk streven bestond.

De sociale evolutie heeft de opvoedende werking van de arbeidersbewegingen ten bate van de gehele arbeidende klasse aanzienlijk vergemakkelijkt.

Indien wij niet sedert meer dan 40 jaar het algemeen en verplicht onderwijs tot 14 jaar hadden, zouden tal van verwezenlijkingen op het gebied van de sociale en economische hervormingen onmogelijk zijn.

Dit alles neemt niet weg dat men nog zeer ver verwijderd is van de werkelijke gelijkheid van de kansen in het leven. Ondanks het feit dat de fabrieks- en landbouwarbeiders meer dan 40 % van de actieve bevolking vertegenwoordigen, komen slechts 5 % van de universiteitsstudenten uit arbeidersgezinnen. Dit spreekt voor zichzelf.

De verklaring van deze toestand dient niet alleen te worden gezocht in het inkomen van de gezinnen, ofschoon dit de voornaamste oorzaak is. Er dient eveneens rekening te worden gehouden met het culturele klimaat van het volksmilieu en met het probleem van de juiste voorlichting van de arbeiders- en bediendengezinnen met bescheiden inkomen. Het wordt als vanzelfsprekend be-

enfants des travailleurs, s'ils font des études moyennes, c'est plus souvent par l'enseignement technique. Et il y a toujours à peu près un quart des enfants belges de 14 ans qui prend le chemin du travail, sans qu'on puisse dire que ces enfants soient nécessairement incapables de s'instruire. Les structures et les méthodes d'enseignement sont également en jeu. Le pacte scolaire est certes un grand événement. Mais il n'a de valeur que pour les tout jeunes, dont les parents pourront se passer, jusqu'à 18 ans, de tout salaire. Il faut être volontairement aveugle pour croire que toutes les familles ouvrières pourront laisser étudier leurs enfants jusqu'à 18 ans. Il faut être naïf ou de mauvaise volonté pour ne pas reconnaître que les méthodes d'enseignement portent, en elles-mêmes, une grosse part de la responsabilité de l'abandon des études dans bien des cas.

On dira qu'il y a les bourses d'études et que leur montant et leur nombre ont été augmentés ces dernières années. C'est vrai et c'est très bien, mais c'est tout de même encore insuffisant.

On dira que des expériences sont en cours pour réformer les programmes et que la pédagogie n'est pas une science exacte et donc toujours sujette à remaniements. Il n'empêche qu'en regard des méthodes actuelles d'enseignement il y a de plus en plus d'enfants qu'on déclare « inadaptés » comme si ce ne sont pas les structures et les méthodes qui doivent être adaptées aux humains !

Il est donc évident que tous les enfants ne vont pas à l'école aussi longtemps qu'ils le voudraient ou que le bien et l'avenir de notre société voudraient qu'ils aillent.

Et il est également évident que dans l'éducation du citoyen l'instruction scolaire ne sera jamais le moyen unique et suffisant.

L'éducation doit se poursuivre au-delà de l'école, surtout pour ceux qui sont, ou ont été, condamnés ou amenés à la quitter relativement trop tôt.

Notre pays ne fait pas grand'chose en matière d'éducation post-scolaire. Il y a, au sein du Ministère de l'Education nationale, un « Service de l'Education populaire et des bibliothèques publiques ».

En matière d'éducation populaire le rôle de ce service consiste à distribuer des subsides et en la mise sur pied de séances diverses : représentations dramatiques, récitals de danses folkloriques, récitals de musique, expositions, visites guidées, projections cinématographiques. Il s'agit donc de l'occupation du loisir dans un but éducatif, mais éducatif dans le domaine de la distraction. Cela agrmente la vie personnelle tout en étant aussi

schouwd dat de kinderen van de goeude gezinnen de oude of wetenschappelijke humaniora doen, terwijl de arbeiderskinderen, indien zij middelbare studiën doen, meestal in het technisch onderwijs terecht komen. Nog altijd gaan $\frac{1}{4}$ van de Belgische kinderen werken zodra ze 14 jaar oud zijn, zonder dat men mag zeggen dat deze kinderen daarom niet in staat zouden zijn om verder te studeren. Ook de inrichting van het onderwijs en de onderwijsmethodes staan op het spel. Het schoolpact is voorzeker een belangrijke gebeurtenis. De waarde ervan blijft echter beperkt tot de allerjongsten, wier ouders het kunnen stellen buiten het loon van hun kind totdat dit 18 jaar oud is. Men moet naïef zijn of van slechte wil getuigen om niet in te zien dat in tal van gevallen de verantwoordelijkheid voor het opgeven van de studiën voor een groot gedeelte ligt bij de onderwijsmethodes zelf.

Men zal aanvoeren dat het aantal studiebeurzen en het bedrag ervan tijdens de laatste jaren werden verhoogd. Dit is waar en zeer goed, doch volstaat alleszins nog niet.

Men zal zeggen dat proefnemingen aan de gang zijn om de programma's te hervormen ; dat de pedagogie geen exacte wetenschap is en dus altijd voor wijzigingen vatbaar is. Dit belet niet dat met de huidige onderwijsmethodes steeds meer kinderen als « onaangepast » worden gerangschikt, juist alsof de inrichting en de methodes niet aan de mensen moeten aangepast worden !

Het is dus duidelijk dat niet alle kinderen zo lang naar school gaan als zij zelf zouden wensen of voor het welzijn en de toekomst van onze maatschappij gewenst zou zijn.

Het ligt eveneens voor de hand dat bij de opvoeding van de staatsburger het schoolonderwijs nooit het enige en toereikende middel zal zijn.

De opvoeding moet worden voortgezet na de school, vooral voor degenen die ze te vroeg moeten verlaten of hebben moeten verlaten.

Ons land heeft op het gebied van het naschools onderwijs nog niet veel gepresteerd. Er bestaat op het Ministerie van Nationale Opvoeding een « Dienst voor Volksopvoeding en Openbare Bibliotheken ».

De rol van deze dienst op het gebied van de volksopvoeding bestaat in het verdelen van toelagen en het inrichten van allerlei manifestaties : toneelvoorstellingen, opvoeringen van volksdansen, muziekconcerten, tentoonstellingen, geleide bezoeken, kinemavoorstellingen. Het betreft dus het vullen van de vrije tijd met een opvoedend doel, doch opvoedend op het gebied van de ontspanning. Dit vrolijk het persoonlijk leven op en is meteen een

une prestation sociale dans la mesure même où l'action est collective, ou réalisée pour le public.

C'est évidemment bien, mais on pourrait reprocher à l'Etat de n'encourager, sous le vocable « d'éducation populaire », que des manifestations culturelles au sens de la culture dite « désintéressée », personnelle et qui tend à embellir la vie et la rendre plus agréable dans le loisir, en dehors de toute notion d'utilité pour la vie sociale, économique, administrative et donc civique.

L'éducation doit rendre meilleur. Dans la notion du mieux, il y a celles du bien, d'efficacité, d'utilité, autant et peut-être avant celle de beauté. Il nous semble évident que l'homme qui s'astreint à un effort pour suivre des cours de formation morale, familiale, sociale, économique, civique, au sens national et international, augmente essentiellement sa qualité de citoyen. Tandis que celui qui s'adonne à la musique et à l'art dramatique agrmente principalement sa vie personnelle, en dehors de la vie sociale effective.

L'Etat se doit d'encourager les travailleurs à acquérir une véritable formation de citoyens démocratiques et modernes.

Dans ce but, les organisations sociales — au sens large — ne manquent pas d'initiatives. Ces initiatives auraient plus d'audience, si l'effort demandé à leurs membres actifs n'était pas aussi grand. En accordant des congés spéciaux, à cet effet, des « congés culturels », les travailleurs pourraient consacrer leurs vacances au repos et à la détente, ce qui est le but des vacances. En recevant une indemnité compensatoire pour la perte de salaire, pendant les « congés culturels », ces travailleurs se verront allégés d'un gros souci. Ils participeront donc plus volontiers et plus nombreux à ces initiatives éducatives des organisations sociales et la société s'enrichira d'autant.

On a beaucoup discuté du coût de cette initiative en matière de culture. Il est bien entendu qu'il sera d'autant plus élevé qu'on sera large dans l'interprétation du concept « congé culturel ». C'est pour cela que l'interprétation de cette proposition est assez étroite. Il ne faut pas que, demain, n'importe quel groupement puisse revendiquer des subsides pour l'organisation de séances de culture.

Le financement doit être assuré par le boni de la Caisse Nationale de Vacances Annuelles (125 millions), provenant de la cotisation supplémentaire qui a été décidée pour financer la troisième semaine de vacances de jeunes travailleurs de moins de 18 ans.

sociale prestation, in zover de actie collectief is of tot stand gebracht wordt voor het publiek.

Dit is wellicht goed, maar men zou de Staat het verwijt kunnen toesturen, onder het etiket « volksopvoeding », enkel culturele manifestaties aan te moedigen in de zin van de zogenaamde « onbaatzuchtige », persoonlijke cultuur, die erop gericht is het leven mooier te maken en de vrije tijd op aangename wijze te vullen, terwijl het nut voor het sociale, economische, administratieve en dus staatsburgerlijke leven buiten beschouwing blijft.

De opvoeding moet beter maken. In het begrip « beter » ligt het welzijn, de doelmatigheid en de nuttigheid evenzeer als en misschien nog vóór de schoonheid besloten. Wij beschouwen het als vanzelfsprekend dat iemand die zich een inspanning getroost om cursussen van morele, familiale, sociale, economische en staatsburgerlijke vorming in de nationale en internationale betekenis te volgen, zijn waarde als staatsburger wezenlijk verhoogt. Daartegenover staat dat iemand die zich met muziek en toneel bezighoudt, in hoofdzaak zijn persoonlijk leven opvrolijkt buiten het werkelijke sociale leven.

De Staat heeft de plicht de werknemers aan te moedigen tot het verwerven van een werkelijke opleiding als democratische en moderne staatsburgers.

Om dit doel te bereiken ontbreekt het de sociale organisaties — in de ruime zin — niet aan initiatieven. Deze initiatieven zouden meer weerklank vinden indien de inspanning die aan hun actieve leden wordt gevraagd, niet zo groot was. Door te dien einde bijzonder « cultureel » verlof te verlenen zouden de werknemers hun vakantie kunnen wijden aan rust en ontspanning, wat beantwoordt aan het werkelijke doel van de vakantie. Het verlenen van een compensatievergoeding voor het loonverlies gedurende het « cultureel verlof » zou deze werknemers ontlasten van een zware zorg. Ze zullen dus liever en talrijker deelnemen aan deze opvoedende initiatieven van de sociale organisaties en de maatschappij zal zich naar evenredigheid verrijken.

Men heeft veel gediscussieerd over de kosten van dit initiatief inzake cultuur. Het is wel verstaan dat deze kosten des te hoger zullen uitvallen naarmate men ruimer zal zijn in de interpretatie van dit begrip « Cultureel verlof ». Het is daarom dat de interpretatie van dit voorstel nogal eng is. Het mag niet gebeuren dat later om het even welke groepering toelagen zou gaan opeisen voor culturele vergaderingen.

De financiering zal dienen te geschieden met behulp van het boni van de Rijkskas voor jaarlijks verlof (125 miljoen), voortkomende van de aanvullende bijdrage die werd ingevoerd om de derde week te financieren van het verlof der jonge arbeiders van minder dan 18 jaar.

Utiliser cet argent pour des congés culturels des jeunes travailleurs ne changerait pas grand'chose à sa destination première, qui était les congés de détente d'une partie des jeunes travailleurs. Sans diminuer en rien l'utilité sociale du repos, de la détente et de la distraction, on pourrait même dire que ce serait donner à cette somme une utilisation plus noble à la fois pour les bénéficiaires et pour la société.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article premier.

Les bénéficiaires sont des jeunes travailleurs de moins de 25 ans. On ne peut ni trop étendre la notion de jeune, ni trop la restreindre.

La notion de travailleur est celle du travailleur « salarié ». Ceci parce que l'institution du « congé culturel » prendra place dans les efforts d'éducation populaire et aussi parce que c'est la Caisse Nationale de Vacances Annuelles qui doit assurer le paiement des indemnités.

Art. 2.

Cet article fixe le nombre de jours de « congé culturel » accordés aux jeunes travailleurs visés à l'article premier.

Art. 3.

Cet article définit ce qu'on entend par « congé culturel ».

Art. 4.

Cet article désigne les mouvements organisateurs des cours. On ne peut se contenter de désigner uniquement les organisations dites de jeunesse, parce que, le plus souvent, elles ne groupent que les célibataires. Nous considérons que le travailleur marié, âgé de moins de 25 ans, est encore jeune du point de vue de la formation. Le fait d'être marié, ne peut être un motif d'exclusion du bénéfice de l'aide de la communauté dans les efforts de la formation. Les organisations groupant des hommes mariés, des femmes mariées doivent donc être habilitées pour organiser les cours visés. Le fait de siéger soit au Conseil National du Travail, soit au Conseil Supérieur de la Famille, est une garantie de compétence en la matière.

Cet article fixe aussi la durée minimum des périodes de cours.

Door dit geld aan te wenden voor het cultureel verlof van de jonge arbeiders, verandert men niet veel aan de oorspronkelijke bestemming ervan, namelijk het ontspanningsverlof van een gedeelte van de jonge arbeiders. Zonder het sociaal nut van het verlof, de ontspanning en de verstrooiing te verminderen, zou men zelfs kunnen zeggen dat dit betekent dat men aan dit bedrag een edeler bestemming geeft, zowel voor de rechthebbenden als voor de maatschappij.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Eerste artikel.

De rechthebbenden zijn jonge werknemers van minder dan 25 jaar. Men mag het begrip « jong » niet te zeer verruimen, noch te zeer beperken.

Met de werknemers worden de « loontrekende » werknemers bedoeld. Zulks omdat de invoering van het « cultureel verlof » een plaats zal krijgen in de inspanningen voor volksopvoeding, en ook omdat de vergoedingen moeten uitbetaald worden door de Rijkskas voor Betaald Verlof.

Art. 2.

Dit artikel bepaalt het aantal dagen van het « cultureel verlof » voor de jonge werknemers bedoeld in artikel één.

Art. 3.

In dit artikel wordt het begrip « cultureel verlof » omschreven.

Art. 4.

Dit artikel wijst de bewegingen aan die de cursussen organiseren. Men kan zich er niet mede tevreden stellen uitsluitend de zogenaamde jeugdorganisaties aan te wijzen, omdat deze meestal enkel ongehuwden groeperen. Wij plaatsen ons op het standpunt dat een gehuwd werknemer van minder dan 25 jaar nog jong is op het stuk van vorming. Het gehuwd zijn mag geen reden zijn om hem uit te sluiten van het genot van de tegemoetkoming van de gemeenschap bij de inspanningen tot vorming. Aan organisaties van gehuwde mannen en vrouwen moet dus de mogelijkheid geboden worden om cursussen in te richten. Het feit dat iemand zitting heeft in de Nationale Arbeidsraad of de Hoge Raad voor het Gezin is een waarborg van bevoegdheid terzake.

Dit artikel stelt ook de maximum-duur van de cursusperioden vast.

Art. 5.

Cet article détermine les matières enseignées prises en considération pour les « congés culturels ».

Il s'agit donc de formation culturelle pour la vie active du citoyen. Cela situe donc les « congés culturels » en dehors des activités subsidiées actuellement par le « Service d'éducation populaire et des bibliothèques publiques ». Les manifestations subsidiées par ce service sont souvent organisées pour la « masse », tandis que les participants des périodes de cours des « congés culturels » seront d'ailleurs des « cadres ».

C'est pour cela que cet article prévoit que le quart de l'horaire journalier des cours peut être consacré aux méthodes et aux programmes d'action spécifique au mouvement organisateur.

Art. 6.

Il convenait qu'un minimum de participants aux périodes de cours soit fixé. Cela ne demande aucun commentaire particulier.

Art. 7 et 8.

La mission d'agréer les programmes de cours est confiée par ces articles au « Service de l'Éducation populaire et des Bibliothèques publiques » parce qu'il semble le plus approprié pour ce faire.

Il en va de même pour le contrôle.

La sanction du non respect du programme agréé est catégorique : perte de l'indemnité pour les participants et perte, pendant 360 jours, du droit d'organisation pour les mouvements organisateurs. Il convient d'éviter les abus.

Art. 9.

Cet article traite des modalités administratives d'élaboration du certificat de présence aux cours qui établit le droit à l'indemnité que paie la Caisse Nationale de Vacances Annuelles.

Cette indemnité est calculée, par la C.N.V.A., selon les normes en vigueur pour le calcul du pécule simple des vacances annuelles. Il n'y a donc pas d'innovation nécessitant du personnel supplémentaire ou des opérations nouvelles.

Art. 10.

Cet article accorde aux participants des « congés culturels » l'assimilation de ces journées à des

Art. 5.

Dit artikel bepaalt de onderwezen vakken die in aanmerking genomen worden voor het « cultureel verlof ».

Het betreft dus de culturele vorming voor het actieve leven van de staatsburger. Het « cultureel verlof » valt dus buiten de activiteiten die thans door de « Dienst voor Volksopvoeding en Openbare Bibliotheken » worden gesubsidieerd. De door deze dienst gesubsidieerde manifestaties worden dikwijls op touw gezet voor de « massa », terwijl de deelnemers aan de cursusperioden tijdens het « cultureel verlof » meer de toekomstige « kaders » zullen zijn.

Daarom wordt in dit artikel bepaald dat een vierde van de dagelijkse uurrooster mag gewijd worden aan de methodes en programma's in overeenstemming met de specifieke werking van de beweging.

Art. 6.

Het was nodig een minimum aantal deelnemers voor de cursusperioden vast te stellen. Dit vraagt geen nadere commentaar.

Art. 7 en 8.

De taak om de programma's van de cursussen te erkennen wordt door dit artikel toevertrouwd aan de « Dienst voor Volksopvoeding en Openbare Bibliotheken », die hiervoor het meest aangezien schijnt.

Hetzelfde geldt voor de controle.

De sanctie op de niet-naleving van het aangenomen programma is categoriek : verlies van de vergoeding voor de deelnemers en verlies, gedurende 360 dagen, van het recht van inrichting voor de beweging. Misbruiken dienen te worden voorkomen.

Art. 9.

Dit artikel handelt over de administratieve modaliteiten voor het opmaken van het getuigschrift van deelneming aan de cursussen, dat het recht vestigt op de vergoeding betaald door de Rijkskas voor Jaarlijks Verlof.

Deze vergoeding wordt door de R.K.J.V. berekend overeenkomstig de normen die van kracht zijn voor de berekening van het enkelvoudig vakantiegeld van het jaarlijks verlof. Het geldt dus geen nieuwigheid, die aanvullend personeel of nieuwe verrichtingen noodzakelijk maakt.

Art. 10.

Dit artikel stelt de dagen van het « cultureel verlof » voor de genothebbenden gelijk met werk-

jours de travail effectif pour ce qui concerne l'application des lois sociales.

J. DEBUCQUOY.

Proposition de loi instituant les « Congés Culturels » en faveur des jeunes travailleurs.

Article Premier.

La présente loi s'applique à tout jeune travailleur de moins de 25 ans, lié par un contrat : de travail, d'emploi, avec un service public, ou tout autre contrat de louage de service, impliquant une cotisation à la Caisse Nationale de Vacances Annuelles.

Art. 2.

Les jeunes travailleurs, de moins de 25 ans au 1^{er} janvier de l'année en cours, peuvent bénéficier, à leur demande et sous réserve d'acceptation de la part de l'employeur, d'un « congé culturel » de 4 jours.

Ce « congé culturel » peut être scindé en deux périodes de deux jours.

Art. 3.

Par « congé culturel » on entend toute période de cours passée dans des camps, écoles ou maisons d'études, à l'initiative d'un mouvement ou d'une organisation répondant aux conditions de l'article 4, pour suivre un programme répondant aux conditions de l'article 5.

Art. 4.

Peuvent organiser les périodes de cours visées à l'article précédent :

— les mouvements de jeunesse reconnus par le Service National de la Jeunesse ;

— les organisations syndicales affiliées aux organisations syndicales nationales interprofessionnelles qui siègent au Conseil National du Travail ;

— les organisations qui siègent au Conseil Supérieur de la Famille.

Les périodes doivent avoir une durée minimum de deux jours et comporter 6 heures de cours par jour.

Tous ces mouvements et organisations sont qualifiés « Mouvements organisateurs ».

dagen wat de toepassing van de sociale wetten betreft.

Voorstel van wet tot invoering van het « Cultureel Verlof » ten gunste van de jonge werknemers.

Eerste Artikel.

Deze wet is van toepassing op iedere jonge werknemer beneden 25 jaar, die verbonden is door een arbeidsovereenkomst voor arbeiders, voor bedienden, met een openbare dienst of door enige andere arbeidsovereenkomst, waarvoor een bijdrage aan de Rijkskas voor Jaarlijks Verlof moet worden gestort.

Art. 2.

Jonge werknemers die minder dan 25 jaar oud zijn op 1 januari van het lopende jaar kunnen op hun verzoek vier dagen « cultureel verlof » genieten, voor zover hun werkgever erin toestemt.

Dit « cultureel verlof » kan worden gesplitst in twee periodes van twee dagen.

Art. 3.

Onder « cultureel verlof » wordt verstaan iedere cursusperiode, doorgebracht in kampen, scholen of studiehuisen, op initiatief van een beweging of een organisatie die voldoet aan de voorwaarden van artikel 4, om een programma te volgen dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 5.

Art. 4.

Mogen de in het vorige artikel bedoelde cursusperiode organiseren :

— de jeugdbewegingen erkend door de Nationale Dienst voor de Jeugd ;

— de syndicale organisaties aangesloten bij interprofessionele nationale syndicale organisaties die zitting hebben in de Nationale Arbeidsraad ;

— de organisaties die zitting hebben in de Hoge Raad voor het Gezin.

De periodes moeten een minimumduur van 2 dagen hebben en 6 lesuren per dag omvatten.

Al deze bewegingen en organisaties worden « inrichtende bewegingen » genoemd.

Art. 5.

Les matières enseignées doivent traiter des grands thèmes suivants :

1° la personne humaine (notamment : religion, philosophie, morale, psychologie) ;

2° la famille (éducation familiale, préparation au mariage, éducation des petits et grands, psychologie de l'homme, de la femme) ;

3° la profession et l'industrie (notamment : organisation, histoire, structures officielles et privées, comme par exemple les Commissions Paritaires, les Conseils professionnels, les trusts) ;

4° l'économie (notamment : histoire, conjoncture, structures officielles et privées comme par exemple le Conseil Central de l'Economie, le Conseil Economique Wallon et le Vlaams Economisch Verbond) ;

5° législation sociale (notamment : jeunesse, travail, santé publique, famille et sport, enseignement et culture, etc.) ;

6° la société (notamment : communes, intercommunales, provinces, Etat, organismes internationaux).

Un quart de l'horaire journalier peut être consacré aux méthodes et aux programmes d'action spécifique au mouvement organisateur.

Art. 6.

Les participants répondant aux conditions de l'article premier doivent être au nombre de 12 minimum par période de cours.

Art. 7.

Le programme est agréé préalablement par le « Service de l'Education Populaire et des Bibliothèques publiques » du Ministère de l'Education nationale, selon des modalités à fixer par arrêté royal.

Art. 8.

Les périodes de cours sont contrôlées par les inspecteurs du « Service de l'Education populaire et des Bibliothèques publiques ».

Le contrôle se fait selon des modalités à fixer par arrêté royal.

La sanction du non respect du programme présenté au « Service de l'Education populaire et des Bibliothèques publiques » est la perte, dans le chef des participants, de l'indemnité prévue à l'article 9, et le refus d'agrément pendant une durée de 360 jours de tout nouveau programme présenté par le même mouvement organisateur.

Art. 5.

De onderwezen vakken moeten de volgende grote onderwerpen behandelen :

1° de menselijke persoon (o.a. godsdienst, filosofie, zedeleer, zielkunde) ;

2° het gezin (o.a. gezinsopvoeding, voorbereiding tot het huwelijk, opvoeding van kleinen en groten, psychologie van de man, van de vrouw) ;

3° het beroep en de nijverheid (o.a. organisatie, geschiedenis, officiële en private structuren, zoals bijvoorbeeld de Paritaire Comités, de Bedrijfsraden, de trusts) ;

4° de economie (o.a. geschiedenis, conjunctuur, officiële en private structuren zoals bijvoorbeeld de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, de Conseil Economique Wallon en het Vlaams Economisch Verbond) ;

5° de sociale wetgeving (o.a. jeugd, arbeid, volksgezondheid, gezin en sport, onderwijs en cultuur) ;

6° de maatschappij (o.a. gemeenten, intercommunale verenigingen, provincies, Staat, internationale instellingen).

Een vierde van de dagelijkse uurrooster kan worden besteed aan de methodes en de werkingsprogramma's eigen aan de inrichtende beweging.

Art. 6.

Er moeten per cursusperiode ten minste 12 deelnemers zijn die voldoen aan de in artikel 1 gestelde voorwaarden.

Art. 7.

Het programma wordt vooraf aangenomen door de « Dienst voor Volksoepvoeding en Openbare Bibliotheken » van het Ministerie van Nationale Opvoeding op de wijze, bij koninklijk besluit te bepalen.

Art. 8.

De cursusperiodes worden gecontroleerd door de inspecteurs van de « Dienst voor Volksoepvoeding en Openbare Bibliotheken ».

De controle heeft plaats op de wijze bij koninklijk besluit te bepalen.

De sanctie op de niet-naleving van het programma voorgelegd aan de Dienst voor Volksoepvoeding en Openbare Bibliotheken is het verlies voor de deelnemers, van de vergoeding bepaald in artikel 9, en de weigering van erkenning gedurende een periode van 360 dagen van ieder nieuw programma, voorgesteld door dezelfde inrichtende beweging.

Art. 9.

Les participants répondant aux conditions prévues aux articles 1^{er} à 3 reçoivent du mouvement organisateur un certificat attestant leur présence pendant toute la durée des cours mentionnés au programme visé à l'article 7.

Le certificat remis à chaque participant est présenté personnellement par celui-ci à son employeur. S'il s'agit d'un ouvrier, l'employeur atteste de l'autorisation du congé dont question à l'article 2. Le travailleur intéressé fait parvenir son certificat à la C.N.V.A.

S'il s'agit d'un employé ou d'un agent des services publics, la remise du certificat à l'employeur ou à l'autorité du service public donne droit au traitement pour les jours d'absence couverts par le certificat.

La forme et le libellé du certificat et de l'attestation patronale sont déterminés par arrêté ministériel.

La Caisse Nationale de Vacances Annuelles paie, dans les 8 jours, aux bénéficiaires d'un « congé culturel », et pour chacune des journées de ce congé, une indemnité calculée selon les normes fixées par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs. Le taux de l'indemnité est celui du pécule ordinaire.

Art. 10.

Les jours de « congé culturel » indemnisés sont considérés comme jours d'absence légitime et assimilés à des jours de travail effectif pour l'obtention des avantages attribués dans le cadre de la sécurité sociale.

J. DEBUCQUOY.
R. DE MAN.
A. SMET.

Art. 9.

De deelnemers die voldoen aan de voorwaarden gesteld in het eerste artikel, ontvangen van de inrichtende beweging een getuigschrift dat hun aanwezigheid gedurende de gehele duur van de cursussen met het in artikel 7 bedoelde programma bevestigt.

Het aan iedere deelnemer afgegeven getuigschrift wordt door deze aan zijn werkgever overgelegd. Indien het een arbeider betreft, geeft de werkgever het bewijs betreffende de verlening van het verlof, waarvan sprake in artikel 2. De belanghebbende arbeider laat zijn getuigschrift over de post aan de R.K.J.V. worden.

Indien het een bediende of een lid van het overheidspersoneel betreft, geeft de afgifte van het getuigschrift aan de werkgever of aan de autoriteit van de openbare dienst recht op de wedde voor de afwezigheidsdagen gedekt door het getuigschrift.

De vorm en de termen van het getuigschrift en het attest van de werkgever worden bepaald bij ministerieel besluit.

De Rijkskas voor Jaarlijks Verlof betaalt, binnen 8 dagen, aan de gerechtigden op een « cultureel verlof », voor elke dag van dit verlof, een vergoeding berekend volgens de normen vastgesteld door de wetgeving betreffende het jaarlijks verlof der werknemers. Het bedrag van de vergoeding is dat van het gewone vakantiegeld.

Art. 10.

De vergoede dagen van het « cultureel verlof » worden beschouwd als dagen van gewettigde afwezigheid en gelijkgesteld met effectieve werkdagen voor het bekomen van de voordelen toegekend in het kader van de maatschappelijke zekerheid.